Mardi 26 Juin 2018 | NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT | DÉPÔT LÉGAL 100/1991 | DIRECTEUR DE PUBLICATION **ABDELMOUNAIM DILAMI**

Les documents de

L'ECONOMISTE

Entreprise Certifiée Qualité ISO 9001 version 2015

Système de Management de la Qualité certifié ISO 9001 version 2015 par BUREAU VERITAS MAROC

Bac en poche, ne vous trompez pas de filière!

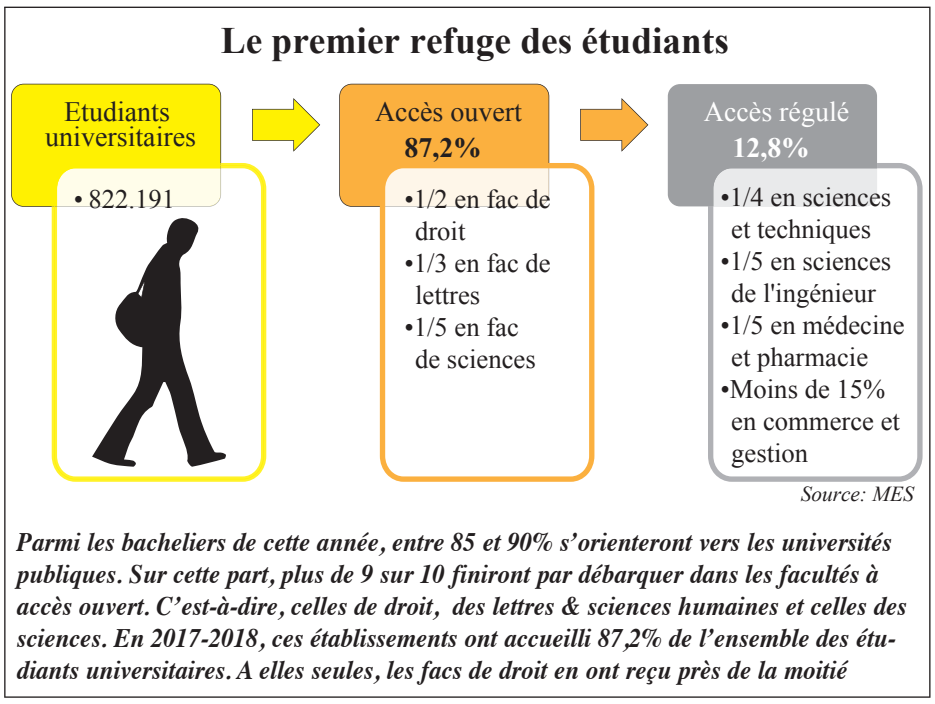
Bac en poche, que faire?

Facs de droit: Un choix qui peut vous emmener très loin

■ Même avec une moyenne modeste au bac, rien n'est perdu

■ Comptable, notaire, juge, cadre commercial, prof universitaire… de jolis débouchés

■ Un diplômé de droit en français vaut plus qu'un lauréat de l'Iscae ou de l'ENCG!



Parmi les bacheliers de cette année, entre 85 et 90% s'orienteront vers les universités publiques. Sur cette part, plus de 9 sur 10 finiront par débarquer dans les facultés à accès ouvert. C'est-à-dire, celles de droit, des lettres & sciences humaines et celles des sciences. En 2017-2018, ces établissements ont accueilli 87,2% de l'ensemble des étudiants universitaires. A elles seules, les facs de droit en ont reçu près de la moitié

COMBIEN de fois a-t-on entendu cette phrase: «Je n'ai pas d'alternative, je m'inscris à la fac». Les facultés à accès ouvert, n'imposant pratiquement aucun critère de sélection, sont le premier refuge des nouveaux bacheliers. Le plus souvent, il s'agit d'un choix par défaut, que la majorité n'opère pas de gaieté de cœur, même si, en réalité, les débouchés peuvent être très alléchants.

Les facultés des sciences juridiques, économiques et sociales (FSJES), dites de droit, à elles seules, reçoivent la moitié des flux. Ce sont donc elles qui subissent le plus de pressions. Choisies faute de trouver mieux, surpeuplées (un siège pour 9 étudiants à Tanger), proposant souvent un enseignement en langue française alors que les étudiants sont plus arabophones, elles peinent à améliorer leur rendement. Près de la moitié les quitte avant le Deug, et les 2/3 avant la licence. Une «sélection naturelle» s'opère pour ne garder que les plus motivés et les plus doués. Par ailleurs, environ le quart des lauréats se retrouve au chômage, selon les chiffres du HCP. C'est en fait de là qu'elles tirent leur réputation de «fabriques à chômeurs».

Cela dit, le fait d'atterrir dans une faculté de droit doit-il être, pour autant, considéré comme un échec? Loin de là. «Avec une moyenne modeste et un bon choix de parcours, on peut réussir sa vie universitaire et professionnelle», assure le président de l'université Mohammed V de Rabat, Abdelhanine Belhaj. «Les étudiants doivent être intelligents dans leurs choix et rester optimistes», conseille-t-il.

En effet, une multitude de parcours y sont proposés, dont certains sont très demandés sur le marché du travail. «Le parcours d'une personne n'est pas figé. Des étudiants moyens peuvent se transformer complètement dès qu'ils mettent les pieds à l'université, dont l'environnement peut être plus stimulant que le leur», témoigne, quant à lui, le doyen de la FSJES de Rabat-Agdal El Habib Eddaqqaq.

Au cours des dernières années, ces facultés ont enclenché une nouvelle dynamique, en se rapprochant des milieux économiques, en innovant, en intégrant des modules d'entrepreneuriat et de soft skills, et en s'ouvrant sur des partenariats avec des universités étrangères. Certaines, comme celle de Rabat-Agdal, ont même développé des cursus d'excellence très cotés.

«Nous formons des économistes, des gestionnaires, des comptables, des financiers, marketeurs, commerciaux, auditeurs… et ce sont des domaines demandés partout. Nous sommes également les seuls à former des juristes, qu'ils soient destinés au barreau, à la magistrature, au notariat…», relève Abdellatif Komat, doyen de la FSJES de Casablanca. «Les banques et les assurances nous sollicitent souvent pour des conseillers juridiques et fiscaux. Aujourd'hui, un diplômé en droit, section française, vaut sur le marché plus qu'un lauréat de l'Iscae ou de l'ENCG», assure-t-il. Etant très peu nombreux, les diplômés du droit en français ne chôment jamais, et se voient ouvrir de larges perspectives, même à l'international. «Les juristes d'affaires, particulièrement, sont très recherchés», précise El Habib Eddaqqaq. Des masters assez pointus sont aussi proposés. «Les lauréats des masters finance & banque, droit civil, notariat, commerce international… s'insèrent presque tous sur le marché de l'emploi», avance le doyen de la FSJES de Tanger, Mohamed Yahia.

Les facs de droit offrent une seconde chance à tous ceux qui n'ont pas pu s'insérer ailleurs, mais surtout une formidable opportunité de se spécialiser dans des métiers très valorisés dans la société: juge, avocat, notaire, enseignant-chercheur, cadre commercial, expert comptable, officier de police… Le tout est de travailler sur soi-même, fournir plus d'efforts et persévérer sur le chemin de la réussite. ❏

Ahlam NAZIH

➡➡➡

Des passerelles avec des écoles cotées

EN s'inscrivant en fac de droit, en travaillant dur et en obtenant une bonne moyenne, il est possible de lorgner une place dans les célèbres écoles de commerce et de management publiques, à savoir l'Iscae et les ENCG. Ces établissements offrent des places, sur concours, pour les lauréats des facs de droit titulaires d'un Deug. C'est ce qu'ils appellent «les admissions parallèles». Ceux qui réussissent le concours peuvent accéder à la 1re année grande école de l'Iscae, ou à la 3e année de l'ENCG. Cela dit, le nombre de places disponibles est très limité et seuls les meilleurs sont pris. ❏

الجامعـــــة الدوليـــــة للربـــــاط
ⵜⴰⵙⴷⴰⵡⵉⵜ ⵜⴰⵅⴰⵢⵜⴰⵜ ⵏ ⵕⵕⴱⴰⵟ
Université Internationale de Rabat

L'UNIVERSITÉ INNOVANTE

1ÈRE UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTAT

3457 ÉTUDIANTS

12 PÔLES DE FORMATION

30% D'ETUDIANTS BOURSIERS

CAMPUS DE **27** HECTARES

+ de 100 PARTENAIRES ACADÉMIQUES INTERNATIONAUX

PROCHAINE SESSION DE CONCOURS

Du 16 au 19 JUILLET 2018

CAMPUS DE RABAT*

INSCRIPTIONS OUVERTES SUR **WWW.UIR.AC.MA**

*Concours régionaux 30 juin, Agadir et Oujda

NOS FILIÈRES DE FORMATION

BUSINESS · ARCHITECTURE · ÉNERGIES · AÉRONAUTIQUE · AUTOMOBILE · DROIT · SCIENCES PO · INFORMATIQUE ET LOGISTIQUE · MÉDECINE DENTAIRE · LANGUES CULTURES ET CIVILISATIONS · CLASSES PRÉPAS

Université Internationale de Rabat, Campus de l'UIR, Parc Technopolis, Rocade de Rabat - Salé. Maroc
Email: contact@uir.ac.ma - Tel : 00 212 5 30 10 30 00.

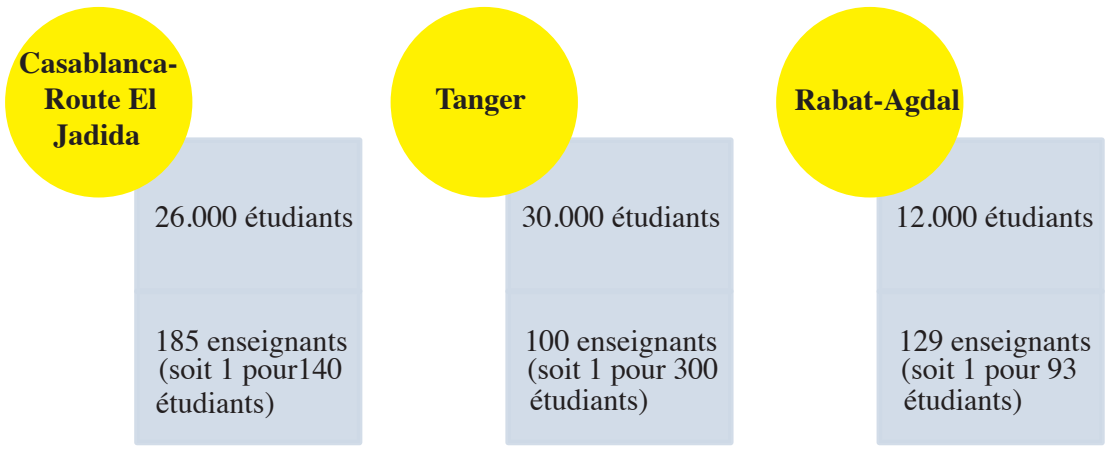
Bac en poche, que faire?

Facs de droit: On peut faire

DES idées, les facultés de droit n'en manquent pas. Cependant, elles ne possèdent pas les moyens de leurs ambitions. Les trois facs de Casablanca (Route El Jadida, Aïn Sebaâ et Mohammedia), par exemple, reçoivent la moitié des étudiants de l'université Hassan II, qui compte 18 établissements. Cela représente plus de 50.000 inscrits. «Notre taux d'encadrement est d'un enseignant pour 140 à 150 étudiants, alors que celui de l'ENCG est de 1 pour 30 à 35», compare le doyen de la faculté de Route El Jadida, Abdellatif Komat.

Des enseignants, il en faut à la fois en nombre et en qualité. «Nous ne pouvons plus nous limiter à l'encadrement académique, nous devons aussi accompagner les jeunes dans leur développement personnel. Cela passe par un profil de formateur dont nous ne disposons pas», explique Komat. Le doyen de la fac de Tanger, Mohamed Yahia, pour sa part, préconise la création de facultés et d'université antennes, des formations en fonction des besoins des régions et une multiplication des licences professionnelles et des masters spécialisés. Toutefois, cela a un coût! «Pour améliorer la qualité de l'offre, il n'y a pas de mystère, il faut des financements.

Gros déficit de moyens



Source: FSJES de Casablanca Route El Jadida, Tanger et Rabat-Agdal.

Avec des ratios allant de 93 à 300 étudiants par prof, les trois facultés de droit n'ont que peu de marge pour innover et améliorer la qualité de leurs prestations. D'où la proposition du président de l'université de Casablanca, Driss Mansouri, de permettre la participation financière des parents, et d'autoriser les universités à engager des contractuels

ISGA
INSTITUT SUPERIEUR D'INGENIERIE & DES AFFAIRES

ISGA-Rabat
27, Av. Oqba - Agdal
Tél : 0 537 771 468 / 469

ISGA-Casablanca
392, Route d'El Jadida
Tél : 0 522 255 596/ 0 522 257 860

ISGA-Marrakech
Rue Ibn Habousse - Guiliz
Tél : 0 524 434 844 / 859

ISGA-Fès
38, avenue des FAR - FES (VN)
Tél : 0 535 621 369 / 359

ISGA-El Jadida
29 Rte de l'ONCF - Lot. Najd
0523 355 051 / 052

Le chemin de la réussite depuis 1981

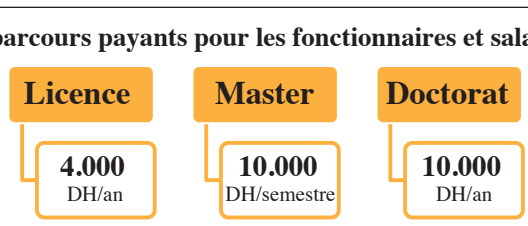
groupeisga groupeisga isga.ma

Fac de Rabat-Agdal

Innover et se démarquer

3.000 à 4.000 nouveaux bacheliers affluent chaque année à la faculté de droit de Rabat-Agdal. A ces jeunes, des parcours en droit, en économie et en gestion sont offerts. Dans les facultés de droit de Souissi et de Salé, seuls le droit et la gestion sont proposés.

Des parcours payants pour les fonctionnaires et salariés



Source: FSJES Rabat-Agdal

«Le système LMD nous a permis de nous distinguer avec des formations spécifiques», relève son doyen, El Habib Eddaqqaq. La faculté se permet même des filières d'excellence en licence. Deux ont été lancées à partir de 2014-2015, en sciences politiques et sciences de gestion. Accessibles sur concours, elles exigent la maîtrise de l'arabe, du français et de l'anglais, et n'acceptent que 30 à 40 étudiants chaque année. L'établissement dispose de partenariats avec les instituts des sciences politiques de l'université de Bordeaux et de Saint-Germain-en-Laye, permettant à 5 de ses étudiants de s'inscrire en France, sans passer de concours. Réciproquement, des étudiants français peuvent venir étudier à Rabat. Autre particularité, les formations payantes au profit des fonctionnaires et salariés, initiées en 2015-2016 (voir illustration). En matière de masters, 23 parcours sont disponibles. 45.000 candidats voulaient les intégrer l'an dernier, mais uniquement 500 ont été acceptés. «Ce sont en majorité des masters spécialisés, à la carte, couvrant pratiquement tous les besoin du marché du travail, avec des filières diversifiées, comme la gestion fiscale et comptable, la gestion des collectivités territoriales, la finance islamique…», précise Eddaqqaq. Là encore, la faculté se démarque avec un master spécialisé en droit des échanges euroméditerranéens, sanctionné par deux diplômes, marocain et français. Il s'agit d'un projet associant l'ambassade de France au Maroc, la région de Rabat-Salé-Kénitra, l'université de Bordeaux, la région d'Aquitaine et l'Union pour la Méditerranée (UPM). Seulement 20 places sont à prendre chaque année, 10 au Maroc et 10 à Bordeaux, après avoir passé un concours. La formation, dédiée aux juristes et économistes, se déroule entre Rabat et Bordeaux. Les bénéficiaires reçoivent une bourse mensuelle de 850 euros par mois. Au niveau doctorat, un centre des études stratégiques en droit et en sciences économiques et de gestion a été mis en place, avec 4 laboratoires: droit privé, droit public, gestion et sciences économiques.❑

A.Na

Bac en poche, que faire?

mieux, si seulement…

Les universités publiques devraient bénéficier de la possibilité d'élargir leurs recettes propres», suggère le président de l'université de Casablanca, Driss Mansouri, faisant allusion à la participation financière des parents. Professionnaliser les cursus et gérer les sureffectifs nécessite des budgets conséquents, que les revenus dégagés de la formation continue et des projets R&D ne peuvent couvrir. «Nous pouvons aussi recourir à des partenariats avec les collectivités territoriales, avec d'autres ministères, comme celui du Travail, ou encore, avec les Chambres de commerce… L'enseignement est l'affaire de tous», propose, quant à lui, Mohamed Yahia. Cela dit, même avec leurs contraintes, ces facultés parviennent à créer quelques niches d'excellence.❏

A.Na

Fac de Casablanca

Des contraintes, et des exploits

MALGRÉ la pauvreté de ses moyens, la faculté de droit de Casablanca (Route El Jadida) mise sur l'innovation. Ces dernières années, elle s'est positionnée sur des thématiques nouvelles. Comme le droit de l'environnement, l'entrepreneuriat et l'accompagnement des TPE, la finance participative, ou encore, la criminalité financière, un master unique en son genre en Afrique et dans le monde arabe. La première promotion, qui a décroché son diplôme il y a quelques mois, a été reçue par le chef du gouvernement, Saâdeddine El Othmani.

Criminalité financière, un master unique en son genre en Afrique et dans le monde arabe

La faculté s'est, également, rapprochée des fédérations sectorielles pour développer des masters sur mesure, en marchés financiers (avec Attijariwafa bank), assurance (Fédération marocaine des sociétés d'assurances et de réassurance), droit bancaire (Société Générale), microfinance (Centre Mohammed VI de soutien à la microfinance)… Avec BMCE Bank, un projet d'incubateur d'entreprises et en préparation. La banque prévoit, en outre, de monter une agence bancaire pilote de simulation au sein de l'établissement. D'autres projets sont prévus, dont une clinique de droit, une agence de communication, une salle des marchés, un tribunal… afin de permettre aux étudiants de passer de la théorie à la pratique. De l'ambition, la faculté en a à revendre. Une école de droit, une business-school et une formation en Sciences Po sont à l'étude.❏

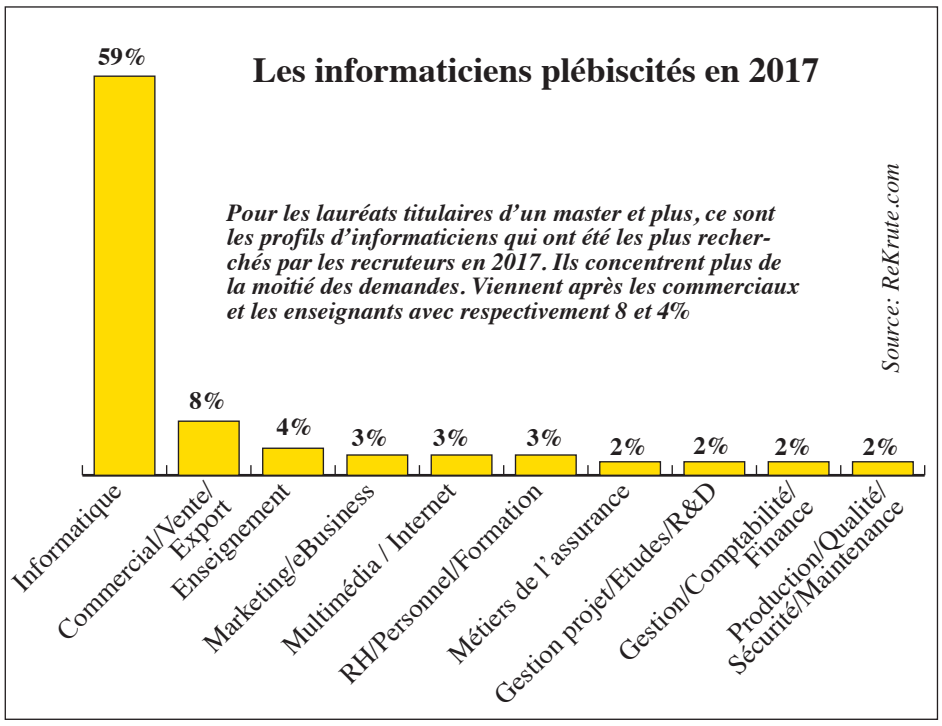
A.Na

Filières en vogue: Le digital bouscule les codes

■ Les soft skills, un impératif pour décrocher un job

■ Ingénieur, middle manager, informaticiens… Très prisés

■ Les métiers de la santé et de l'enseignement ont un bel avenir devant eux



CETTE décennie est marquée par une numérisation accélérée dans le monde entier. Le Maroc n'est pas en reste. Cette digitalisation a chamboulé le fonctionnement des entreprises en redéfinissant ces priorités et en créant de nouveaux besoins.

Alors que les sociétés sont amenées à se transformer, les établissements d'enseignement supérieur eux se doivent de former des profils plus adaptés à cet environnement.

«Aujourd'hui, les employeurs sont très intéressés par des profils qui sont à même de résoudre des problèmes, qui portent hautement la valeur du travail, engagés, autonomes, et qui apportent une valeur ajoutée à l'équipe», souligne Amine Bensaid, président de l'Université Mundiapolis. De plus, face à la concentration de l'offre d'emploi et de l'urbanisation, la mobilité professionnelle est, elle aussi, un atout. «Nous constatons un accroissement de la demande pour les métiers les plus qualifiés, et des compétences de plus en plus orientées vers les soft skills adaptées, notamment, à la demande du secteur des services. Le développement de ces compétences là représente le tiers du temps pédagogique de nos programmes», précise pour sa part Tawhid Chtioui, directeur de l'Emlyon business school Africa. Même son de cloche auprès de Mohammed Zaoudi, directeur de l'IGA (Institut supérieur du génie appliqué). «Il ne suffit plus d'avoir un bon diplôme. Il faut surtout avoir un bon profil, capable de rassembler des compétences techniques et humaines permettant au lauréat de mener à bien tous les challenges rencontrés», appuie-t-il.

Selon le patron de l'Université Mundiapolis, Amine Bensaid, trois filières se distinguent et sont populaires auprès des étudiants. Il s'agit de l'ingénierie, du management, et de la santé. La première est plébiscitée à travers la formation aux métiers de l'aéronautique, du génie industriel et de l'informatique. «Plus des deux tiers de nos lauréats qui y suivent ces programmes sont susceptibles d'obtenir un emploi dans la foulée de leur projet de fin d'études, preuve de la solidité de ces filières», tient-il à préciser. Les profils de middle manager dans les secteurs du commerce, du management d'entreprise, de la logistique, du marketing, et de la finance sont également prisés. Pour ce qui est de la santé, le manque de personnel spécialisé en kinésithérapie, orthophonie, psychologie, podologie ou psychomotricité, crée un engouement autour du domaine.

L'entrepreneuriat est également une filière porteuse d'emploi. Cependant, elle est très souvent délaissée par les jeunes ayant peur de se lancer dans le business très tôt. La dernière étude du jobboard ReKrute.com le démontre. Seuls 9% des 25-34 ans ambitionnent de créer leur propre projet, alors que 40% des 45-54 ans, et 54% des 55 ans et plus le souhaitent. A l'Emlyon, l'entrepreneuriat est une pierre angulaire de l'école. Tout un programme lui est dédié ainsi qu'un incubateur pour accompagner les jeunes porteurs de projets.

Par ailleurs, la finance, le business développement, les métiers de l'informatique et du numérique sont des métiers qui ont aussi un bel avenir devant eux. «Ca sera également le cas pour les métiers de la santé et de l'enseignement qui continueront à offrir des débouchés garantis», précise Tawhid Chtioui. «Nous remarquons une hausse prononcée de la demande pour des techniciens et ingénieurs dans les technologies de l'information, fortement recherchés par les banques, mais également par les SSII (multinationales et PME marocaines)», relève Amine Bensaid.

Certains métiers classiques comme les commerciaux, chefs de produits, ou encore les profils alliant entre compétences techniques, IT et management pour l'industrie sont toujours recherchés. Mundiapolis a mis en place une formation qui s'inscrit dans le cadre du «Center of Aerospace Management». Créé en partenariat avec le GIMAS (Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales) et Bombardier, ce centre offre des formations conciliant entre le volet technique et managérial. «Nous avons une grande proximité avec les entreprises, et nous nous inspirons des formations continues pour les cadres, développées à travers nos partenaires, pour créer un programme solide», souligne le président de l'Université Mundiapolis.

D'un autre côté, avec la révolution digitale certains métiers vivent une véritable mutation «forcée», tandis que d'autres sont amenés à disparaître. «Il n'y a aucun métier qui y échappe aujourd'hui. Toutes ces évolutions bouleversent nos pratiques professionnelles et tout secteur qui ne saura intégrer cette dimension numérique finira par disparaître ou changer considérablement», assure le directeur de l'Emlyon. Selon le président de Mundiapolis, près de 10% des emplois sont menacés de disparition, tandis que près d'un emploi sur deux est susceptible de voir son contenu évoluer. «Les métiers qui nous préoccupent le plus sont ceux d'ouvriers des industries de process, de manutention, de gros œuvres du bâtiment (qualifiés ou non), ainsi que ceux des services (commerce, finance, assurance, administration et hôtellerie)», indique-t-il. Toutefois, Mohammed Zaoudi, directeur de l'IGA n'est pas du même avis. Pour lui, cette digitalisation est signe de progrès et d'évolution. «Il n'y a pas vraiment de métiers menacés à part ceux que nous ne voulons pas faire évoluer par l'innovation. Mon principe est que tout métier peut évoluer, changer et surtout savoir s'adapter à n'importe quel contexte», tient-il à préciser. ❑

Tilila EL GHOUARI

Les métiers mondiaux, gisement d'emplois

■ Automobile, offshoring, TIC, aéronautique,… les secteurs qui recrutent le plus

■ Les ingénieurs en informatique très prisés au Maroc et à l'étranger

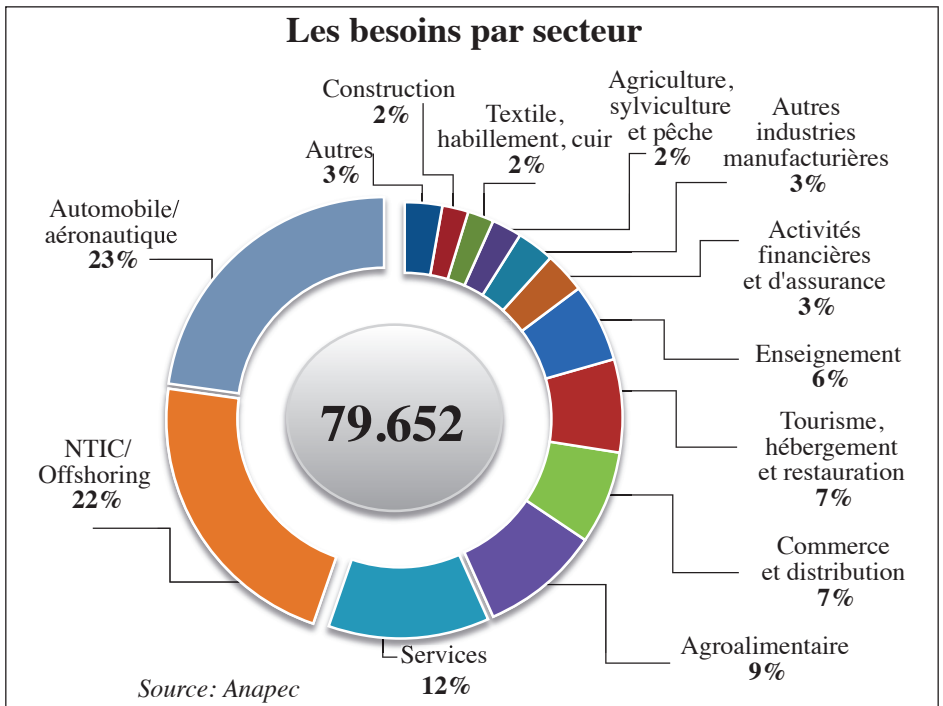
LES nouveaux métiers mondiaux du Maroc renforcent leur position en tant que secteurs potentiels pour la création d'emplois. Un constat confirmé par la dernière édition de la Veille prospective réalisée l'année dernière par l'Anapec. Un travail qui a permis de définir les besoins prévisionnels en compétences à fin 2018 envisagées par un échantillon composé de près de 6.500 entreprises. Ainsi, les besoins en RH dans les secteurs émergents représentent près de 45% dont 23% pour les deux secteurs de l'automobile et l'aéronautique. Ces besoins vont accroître dans les régions où se développent des plateformes dédiées à l'industrie de l'automobile comme le cas de la région Tanger-Tétouan-Al Hoceïma qui abrite l'usine Renault avec plusieurs équipementiers. Dans cette région, la part des prévisions d'embauche pour les deux secteurs avoisine 47%. Le même constat est valable pour la plateforme d'Atlantic Free Zone de Kénitra avec une part de 40%. Certainement les perspectives d'embauche devraient s'accroître davantage avec la mise en service de l'usine du groupe français PSA, indique Mohamed Ayoub Hassoun, directeur de l'Anapec au niveau de la région de Rabat-Salé-Kénitra. Opérateur de production, technicien de maintenance industrielle, couturier… ce sont les profils sollicités pour ces deux secteurs. L'offshoring et les NTIC sont toujours considérés comme des secteurs pourvoyeurs d'emploi en occupant la troisième place avec une part de 22% des opportunités d'emploi prévisibles par l'enquête de l'Anapec.

Pour le cabinet, «l'offshoring se positionne toujours en tête, car il s'agit d'un secteur qui recrute en masse notamment au niveau de Casablanca», précise Dounia Chraïbi, chargée de recrutement au sein de l'agence Multicibles. La majorité des jeunes embauchés ont une formation bac+2 avec une bonne maîtrise des langues particulièrement le français qui reste un critère déterminant pour la sélection des candidats, explique-t-elle. «Une partie de nos clients cherchent d'autres profils pour accompagner le développement de leurs sociétés qui sont actives dans des secteurs hors offshoring», ajoute Chraïbi. Il s'agit particulièrement des diplômés d'un Master notamment dans les spécialités de marketing, finances, commercial et RH. «Dans notre budget 2018, on prévoit plus de 700 postes de recrutement pour notamment des profils bac+2», indique Bertrand Gaulandeau, directeur RH et communication interne à Axa Services Maroc, une société spécialisée dans les relations clients. «Compte tenu de la rude concurrence entre les opérateurs au niveau de Rabat, nous avons des difficultés à trouver les profils recherchés qui, en plus de la formation universitaire, devraient bien maîtriser le français», précise-t-il.

Parmi les métiers sollicités dans ce secteur, les postes de téléconseiller, commercial et consultant site web. «Les techniciens et ingénieurs en informatique particulièrement dans la spécialité développement sont prisés dans le marché de l'emploi», précise un directeur d'une grande école d'ingénieurs à Rabat. «Toutefois, ces dernières années, le marché marocain est devenu une source de recrutement pour ce type de profils pour des cabinets étrangers notamment français, ce qui constitue une perte pour l'économie nationale», regrette-t-il. Les ingénieurs des autres spécialités: génie civil, bâtiments, énergie, mécanique… dotés d'une expérience arrivent à trouver un emploi pour accompagner les chantiers structurants lancés au Maroc.

Les professions libérales offrent des opportunités d'emploi notamment dans le secteur de la santé pour répondre aux besoins des cliniques et les laboratoires. Sans oublier les experts-comptables et comptables. L'agroalimentaire et l'agriculture constituent le 4e secteur potentiel en termes d'offre d'emplois avec 82% des opportunités concentrées dans la région de Souss Massa. L'agent technique agricole reste le métier sollicité par plus de 90% des professionnels. ❑

Noureddine EL AISSI



Selon l'enquête de l'Anapec, les besoins en RH dans les secteurs émergents représentent 45% de l'ensemble des opportunités d'embauche envisagées par les entreprises interrogées, soit 79.652 postes d'emploi

Savoir-faire

CERTES, le diplôme est important mais reste insuffisant pour le recrutement d'un candidat et également de réussir sa carrière professionnelle par la suite. C'est l'avis de plusieurs directeurs RH confirmé par l'enquête de l'Anapec. Selon cette dernière, 43% des difficultés avancées par les entreprises interrogées relèvent du manque du savoir-faire des candidats. Plus de 30% de nos recrues quittent la société durant la première année de leur embauche, indique un directeur RH d'un centre d'appel à Rabat. En plus de l'absentéisme, on constate chez une partie des nouvelles recrues un manque d'initiative et de rigueur dans leur travail, regrette-t-il. A ce titre, il convient de signaler que les besoins en profils qualifiés sans exigence de diplôme sont estimés à 45% de l'ensemble des besoins prévus par l'enquête de l'Anapec. ❑

UNIVERSITÉ PRIVÉE DE MARRAKECH

UP

الجامعة الخاصة لمراكش

UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTAT

جامعة معترف بها من طرف الدولة

Faites le choix de l'excellence !

UNIVERSITÉ RECONNUE PAR L'ÉTAT

DIPLÔMES **LICENCE, MASTER, INGÉNIEUR**
ÉQUIVALENTS AUX DIPLÔMES **D'ÉTAT**.

جامعة معترف بها من طرف الدولة

دبلوم الإجازة و الماستر و الهندسة يعادل دبلوم الدولة

Inscriptions ouvertes

www.upm.ac.ma

TOURISME, HÔTELLERIE, ART DE VIVRE

BUSINESS ET GOUVERNANCE

INGÉNIERIE ET INNOVATION

SCIENCES DE LA SANTÉ

SPORT ET CARRIÈRES

DIGITAL, MEDIAS, ARTS & CULTURE

CAMPUS MARRAKECH

Km 13, Route d'Amizmiz 42312 Marrakech
Tél : 05 24 48 70 00 / 05 - Email : admission@upm.ac.ma

RDV DANS NOS BUREAUX D'INSCRIPTION

CASABLANCA OFFICE
Marina de Casablanca
05 22 42 04 04 / 06
upmcasablancaoffice@upm.ac.ma

BENI MELLAL OFFICE
Av. Hassan II
05 23 48 44 78
upmbenimellaloffice@upm.ac.ma

EL JADIDA OFFICE
Av. Brahim Roudani
05 23 35 35 89
upmeljadidaoffice@upm.ac.ma

ESSAOUIRA OFFICE
Lotissement Tamanar
05 24 47 35 28
upmessaouiraoffice@upm.ac.ma

SAFI OFFICE
Av. de la Liberté
05 24 61 10 31
upmsafioffice@upm.ac.ma

Facebook/UPMarrakech | Twitter/UPMarrakech | Youtube/UPMarrakech | Instagram/UPMarrakech